

Brochure n° 3330

Convention collective nationale
IDCC : 2526. – **ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES
DE L'HABITAT SOCIAL**

AVENANT DU N° 19 DU 6 DÉCEMBRE 2017
RELATIF À LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 9.1 « CONGÉS EXCEPTIONNELS »

NOR : ASET1850260M
IDCC : 2526

Entre :

USH,

D'une part, et

FNSCB CFDT ;

FSPSS FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La loi Travail du 8 août 2016 ayant amélioré le régime des jours de congés pour événements familiaux, l'article 9.1 de la convention collective des organisations professionnelles de l'habitat social doit être révisé.

Article 1^{er}

Modification article 9.1 « Congés exceptionnel »

« Le personnel a droit, sur justification, à des congés exceptionnels à l'occasion d'événements de famille, à savoir :

- intervention chirurgicale du conjoint ou de l'enfant : 1 jour de congé ;
- mariage ou Pacs d'un enfant : 2 jours de congé ;
- mariage ou Pacs d'un frère ou d'une sœur : 1 jour de congé ;
- déménagement : 2 jours de congé ;
- décès des parents, grands-parents, beaux-parents, d'un frère ou d'une sœur : 3 jours de congé ;
- naissance ou adoption d'un enfant : 3 jours de congé ;
- décès du conjoint, d'un partenaire d'un Pacs ou d'un enfant : 5 jours de congé ;
- mariage ou Pacs du salarié : 5 jours.

Ces jours de congés exceptionnels devront être pris dans le mois entourant l'événement.

Sauf dans le cas du décès du conjoint, du partenaire de Pacs, d'un enfant ou d'un parent, ces événements, quand ils surviennent au cours des congés payés, ne donnent pas lieu au prolongement de ceux-ci.

Dans le cas où l'événement à l'origine du congé oblige à un déplacement justifié dans les DOM-TOM ou dans un pays hors Union européenne, le temps du transport s'ajoute à la durée normale du congé. »

Ces dispositions annulent et remplacent les dispositions actuelles de l'article 9.1 de la convention collective des organisations professionnelles de l'habitat social du 20 septembre 2005.

Article 2

Maintien des autres clauses

Toutes les autres dispositions de la convention collective nationale des organisations professionnelles de l'habitat social restent inchangées.

Article 3

Publicité de l'accord

Le présent accord fera l'objet d'un certain nombre de publicités à la diligence du collègue employeurs :

- un exemplaire original dûment signé de toutes les parties sera notifié à chaque organisation syndicale représentative ;
- un exemplaire sera déposé au greffe du conseil des prud'hommes de Paris ;
- deux exemplaires dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique seront déposés auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension.

Article 4

Durée de l'accord

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il prendra effet à compter du premier jour suivant son dépôt.

Fait à Paris, le 6 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)